

Braulio Ferreira de Souza Dias

Secrétaire exécutif, Convention sur la diversité biologique
de l'Organisation des Nations Unies

*Faire de la biodiversité une priorité
de l'économie verte*

28 novembre 2012

ACTUALITÉS

Ottawa fait fausse route dans la lutte contre les GES

C'est l'avis du secrétaire exécutif à la Convention sur la biodiversité de l'ONU

ALEXANDRE SHIELDS

Ottawa fait fausse route en choisissant de faire cavalier seul dans la lutte aux changements climatiques, estime le secrétaire exécutif à la Convention sur la biodiversité des Nations unies, Bráulio Ferreira de Souza Dias.

« C'est inquiétant, parce que nous sommes tous dans le même bateau. Soit tous les pays collaborent pour s'attaquer au problème des changements climatiques, ou alors nous allons tous échouer, a-t-il laissé tomber, en entrevue au Devoir, en commentant la décision du gouvernement Harper de se retirer du Protocole de Kyoto. Ça ne fonctionnera pas si seule une partie des États décide de s'orienter vers une économie à plus faible empreinte carbone. Tout le monde devra aller dans ce sens. Nous vivons tous sur la même planète. »

M. Ferreira de Souza Dias a d'ailleurs invité le gouvernement fédéral à réfléchir à la place qu'il accorde à l'exploitation d'énergie fossile. *« Le Canada, bien sûr, a l'opportunité d'exploiter les importantes réserves de pétrole des sables bitumineux et de gaz de schiste. Il y a là un potentiel de création d'emplois et de croissance économique, mais cela peut aussi avoir un impact très négatif en augmentant les émissions de gaz à effet de serre. Je crois donc qu'il doit y avoir un débat au Canada pour mieux évaluer le pour et le contre de ces options », a-t-il fait valoir en marge d'une allocution prononcée à la tribune du*

Conseil des relations internationales de Montréal.

Une grosse partie des difficultés quant à la mise en place d'un cadre international pour lutter contre les changements climatiques réside selon lui dans le fait que les gouvernements prennent souvent leurs décisions en fonction d'un horizon temporel très court. *« C'est le problème. Les gouvernements agissent sur un horizon de quatre ou cinq ans, tandis que le secteur des affaires planifie les ventes pour la prochaine ou les deux prochaines années. Mais tôt ou tard, tous les secteurs devront s'allier pour faire face à ce problème. La question est de savoir combien de temps cela prendra avant qu'une telle alliance se matérialise. Si nous prenons trop de temps, nous irons trop loin en territoire inconnu. »*

Ce « territoire inconnu » se situe selon lui au-delà d'une hausse des températures de 2°C au cours du présent siècle. Passé ce seuil, il estime que les impacts sur la biodiversité seront de plus en plus significatifs. Or, a rappelé M. Ferreira de Souza Dias, l'humanité aura besoin des « services rendus » par la biodiversité pour espérer s'adapter aux effets des changements climatiques.

Les plus récentes prévisions de diverses organisations scientifiques évaluent que la hausse pourrait être de 3 à 5°C au cours des prochaines décennies.

Le Devoir

Sans biodiversité, pas d'économie verte

03 décembre 2012

Par *Marie-Eve Cloutier*



Photo de graur codrin - Freedigitalphotos.net

Mots-clés : Bráulio Ferreira de Souza Dias, Convention sur la diversité biologique de l'Organisation des Nations Unies, Montréal, PMAD, économie verte

« Malgré son importance économique, la biodiversité continue à décliner à des niveaux sans précédent », s'est inquiété Bráulio Ferreria de Souza Dias, secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique de l'Organisation des Nations Unies, devant un parterre de gens d'affaires venus l'entendre lors d'un évènement du Conseil des relations internationales de Montréal.

La cause réside dans l'élaboration de politiques et dans la prise de décisions servant à préserver les écosystèmes, analyse M. Dias. Elles sont trop souvent perçues comme des coûts, donc des dépenses supplémentaires pour les contribuables. « Il faut d'abord réussir à faire comprendre aux gens que ces

dépenses sont des investissements qui peuvent engendrer des retombées économiques significatives », a-t-il expliqué.

Mieux valoriser les services écosystémiques

Pour arriver à comprendre qu'il s'agit bel et bien d'un investissement, il faut, enchaîne le Secrétaire général, mettre en évidence avec plus de clarté la valeur des services écosystémiques et de la biodiversité. Leur donner en quelque sorte une valeur économique.

« Le secteur des biotechnologies est un exemple, car cette industrie à besoin de ressources génétiques et de variabilité génétique, deux éléments liés à la biodiversité », a ajouté le biologiste. Il a parlé de l'importance des écosystèmes pour l'industrie du tourisme. « La Grande Barrière de Corail génère à elle seule plus d'un milliard de dollars américains en chiffre d'affaires annuel, en attirant le tourisme en Australie », a-t-il mentionné.

Sans oublier le rôle joué par la nature concernant les « infrastructures écologiques », telles que l'approvisionnement en eau potable, la lutte contre l'érosion ou la protection du littoral.

Mettre en œuvre les politiques

Certes, il reste beaucoup de choses à apprendre concernant les outils à développer pour mieux préserver la biodiversité. Mais, ce qui importe le plus, pour le moment, est d'appliquer les politiques que nous possédons déjà, a estimé M. Dias.

« Les Parties de la Convention sur la diversité biologique ont adopté, en 2010, un ambitieux plan stratégique pour la biodiversité jusqu'en 2020 », a rappelé le scientifique. Ce Plan est en fait un cadre d'action échelonné sur dix ans pour tous les pays et les parties prenantes engagés à préserver la biodiversité et accroître ses avantages pour les peuples.

De plus, puisque les écosystèmes et les habitats concernés s'arrêtent rarement aux frontières municipales, il est également primordial d'encourager la coopération entre tous les niveaux de gouvernement.

M. Dias s'est d'ailleurs dit particulièrement heureux de constater que l'un des objectifs du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal est de protéger 17 % de son territoire principal d'ici 2020, reflétant l'un des objectifs clés du Plan stratégique pour la biodiversité mondiale.

Source: GaïaPresse



“Political stamina” essential to shift biodiversity at heart of green economy – Felix von Geyer

November 29, 2012

Biodiversity underpins the healthy ecosystems that we commonly call “ecosystem services,” the Executive Secretary of the United Nations Convention on Biodiversity told the Montreal International Relations Council (CORIM) at a lunchtime meeting on Wednesday as he called for governments to show more “political stamina” to place biodiversity at the heart of a sustainable, green economy.

A transition to a green economy must recognize how biodiversity is the basis of the economy, said Braulio Ferreira de Souza Dias who became Executive Secretary of the Montreal-based UN CBD earlier this year.

De Souza Dias stressed measures to conserve biodiversity are in fact investments, not costs, as he indicated that the private sector was now increasingly alert to the reality that genetic resources are much greater than the sum of their molecules and genes and that all companies benefit directly or indirectly from ecosystem services.

Germany was the first country to introduce biodiversity guidelines for the business sector but now all governments have to implement their agreements and commitments. While there would likely be some trade-offs, de Souza Dias called for governments to integrate their targets into national and local strategies. To this end, “political stamina” is fundamental in the creation of “win-win scenarios and policies” he said.

“We’ve reached the limits and we’ve nowhere else to go. We need to take better care of our planet,” said the Executive Secretary as he underlined the need for sustainable consumption and production.

Understanding biodiversity does however require greater modelling. Despite the 2005 Millennium Ecosystem Assessment, it is estimated that little more than ten percent of the species have been catalogued. Despite this, de Souza Dias estimated that a third of all biodiversity could be lost in the coming decades if average global temperatures exceed two degrees Celsius due to climate change.

Greater scientific knowledge is essential to making decisions and four UN bodies have come together to form the new Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystems Services (IPBES) that will be located in Bonn.

De Souza Dias was quick to caution that natural science could only go so far and that social scientists were essential in understanding more about the human species. One of the Convention’s own recent contributions to human organization, the 2010 signing of the Nagoya Protocol, will allow equal access to genetic resources for the purposes of benefit-sharing among the international community once fifty signatories ratify the Protocol for it to come into force. Currently eight ratifications have taken place with the remaining ratifications expected during the next two years, said de Souza Dias.

“Biodiversity is a complex issue – even more complex than climate change,” declared de Souza Dias who called for IPBES to adopt a bottom-up approach incorporating local, national and regional assessments in understanding the challenges of biodiversity and ecosystem issues and how to address them.

However, financial mechanisms and regulations have a part to play. Where current international commitments

seek to preserve seventeen percent of continental territory and ten percent of marine area, it is estimated that this investment could require anywhere between US\$200 billion to US\$600 billion and at present it is unsure where this money will come from.

Presently there is no ideal financial solution to addressing biodiversity and ecosystem services. “We are still looking for the best,” de Souza Dias told New Orator after his speech as he took the example of fisheries.

Annually, the global fish trade has been estimated to be worth US\$80 billion but the industry receives government subsidies worth almost half that value, not to mention fossil fuel subsidies, he added.

De Souza Dias pointed to the New Zealand experience as the example of a licensing round where the government holds bidding rounds for fishing licenses. In the same way as the principle of revenue neutrality in pricing greenhouse gas emissions where money raised through carbon taxes or auctioning carbon credits under a cap and trade scheme, the money used by the New Zealand government is distributed to fund people subsequently out of work to help them find other employment.

As he pointed to the famous collapse of cod fish-stocks off Canada’s east coast over twenty years ago – that are yet to recover – de Souza Dias underlined the complex nature of addressing biodiversity. “I’m not optimistic that technology will solve our problems,” he told New Orator. “I think we need to be more humble,” he concluded.

